



CP PERPIGNAN OU LES DINDONS DE LA FARCE

Notre établissement, a-t-il été hier le théâtre d'une mauvaise production. Une hospitalisation programmée aurait-elle été maquillée en extraction d'urgence ?

L'accumulation de mauvaises décisions, aurait-elle conduit à la mise en danger des agents ?

L'« URGENCE » débiterait le mardi 4 mars. Une détenue se casse le poignet en tapant dans un mur. Elle sera prise en charge par l'USMP le 4, le 5, mais également le 6 mars. Lundi 10 mars, le mauvais vaudeville commence.

Les pompiers se présentent à l'établissement pour le transport à l'hôpital d'une urgence. Personne n'est avisé.

Dans un premier temps, l'extraction ne se fait pas et les pompiers repartent. Puis magie d'un mauvais scénario, l'urgence qui n'en était plus une, redevient une urgence. L'extraction d'urgence a finalement lieu. Arrivé sur place les agents pénitentiaires constatent une certaine cacophonie concernant la communication entre les services médicaux. Certains personnels soignants vont s'étonner auprès des agents pénitentiaires que la détenue soit présente, car selon les propos de certains cette dernière devait être opérée sous une quinzaine. Ils informent les agents qu'ils vont être renvoyés vers l'établissement pénitentiaire. Les différentes hiérarchies sont avisées. Un miracle médico-pénitentiaire intervient alors. Les agents apprennent qu'un bloc a été libéré et que la détenue sera opérée le mardi 11. La relève police pour la garde statique n'interviendra que pendant le service de nuit vers minuit. Au final, ce sont trois agents pénitentiaires (non habilités ELSP) qui ont été amputés du service de jour comme du service de nuit pour être mobilisés en mission extérieure sur la voie publique durant plus de 12H avant la prise en charge par les forces de l'ordre.

Une intervention programmée a-t-elle été transformée en intervention d'urgence pour contourner le système ? La sécurité des personnels au sein de l'établissement, sur la voie publique et de l'ensemble des citoyens est en jeu. Après le massacre d'Incarville, FO JUSTICE estime que le doute sur ce point n'est pas permis !

FO Justice exige que la lumière soit faite sur les circonstances de cette hospitalisation. Ce n'est pas la première fois que les personnels font remonter à leur hiérarchie leurs doutes quant à d'éventuelles extractions programmées déguisées en extractions d'urgences.

FO Justice exige l'application immédiate de la réglementation concernant l'utilisation des ELSP sur le CP de Perpignan.

FO Justice félicite les personnels pour le professionnalisme et la résilience dont ils ont fait preuve malgré la situation ubuesque à laquelle ils ont été confrontés.

FO Justice exige un apport de personnel immédiat pour pallier le sous-effectif chronique.

Le bureau local **FO JUSTICE** le 11/03/2025

